

<https://ricochets.cc/Tests-masques-cliniques-oxygene-un-gouvernement-de-saboteurs.html>



Tests, masques, cliniques, oxygène : un gouvernement de saboteurs

- Les Articles -

Date de mise en ligne : dimanche 5 avril 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

TESTS, MASQUES, CLINIQUES, OXYGÈNE : LES SABOTEURS

Chaque jour qui passe livre son lot de révélations ahurissantes. Mediapart a démontré la gestion catastrophique et mensongère de l'État en matière masques de protection, mettant directement en danger des dizaines de milliers de soignants et de travailleurs et travailleuses. Mais il y a encore pire. Quatre exemples de sabotages criminels, à faire connaître :

4 - LE GOUVERNEMENT FREINE DES CENTAINES DE MILLIERS DE TESTS

Les rares pays qui ont mis en oeuvre des campagnes massives de dépistage ont fait reculer l'épidémie, et ont pu lever ou se passer du confinement. Depuis le 13 mars, le gouvernement dispose d'une solution pour augmenter considérablement les capacités de tests en France. Mais il bloque tout. La France compte 75 laboratoires vétérinaires d'analyses sur le territoire, des laboratoires habitués à dépister les virus, et prêts à tester massivement la population. Ils comprennent un personnel de pointe, formé, disponible pour réaliser les tests, des chaînes capables de travailler à grande échelle, et des fournisseurs capable de mettre à disposition les produits nécessaires. Ces laboratoires ont proposé dès le 13 mars - avant même le confinement - au gouvernement de réaliser ces tests de dépistage massivement. Leur capacité : entre 150 000 et 300 000 tests PCR par semaine. Selon un acteur de terrain : « **Si la décision avait été prise dès le départ, le 15 mars, nous serions déjà en train de réaliser ces tests** ». Mais le gouvernement, pour des raisons inexplicables, n'a toujours pas donné le feu vert. « Je n'ai pas l'impression qu'ils réalisent, au ministère, les conséquences concrètes de leur blocage. » Les conséquences : des milliers de morts, et des centaines de milliers de malades.

4 - LES CLINIQUES N'ONT PAS ÉTÉ RÉQUISITIONNÉES

En plus des hôpitaux publics, la France compte des centaines de cliniques privées, bien équipées, prêtes à soigner des malades du Coronavirus. Dès le début de l'épidémie : « ces établissements ont déprogrammé plus de 100 000 opérations non urgentes et augmenté leurs capacités en lits afin de pouvoir accueillir des patients Covid-19. Ils ont également libéré 4 000 places en réanimation et soins critiques. Or, même dans les régions très exposées, alors que les hôpitaux publics y sont saturés, ils sont pour l'heure loin d'être utilisés à leur pleine capacité » selon un médecin.

Le 22 mars, le président Fédération de l'Hospitalisation Privée demandait même explicitement au gouvernement que les cliniques privées soient mobilisées contre la pandémie. « Alors que les capacités publiques sont dépassées, les établissements privés restent sous-utilisés. Un grand nombre de nos lits qui ont été libérés restent vides », déplorait-il. Y compris dans le grand Est où la situation est catastrophique. Le gouvernement préfère transférer des patients vers le sud et l'ouest de la France par TGV ou par hélicoptère plutôt que de les emmener dans les cliniques vides, juste à côté ! Un médecin explique : « Une infirmière que je connais, exerçant en clinique, a été placée en chômage partiel. Toutes les opérations non urgentes ont en effet été annulées, mais AUCUN patient Covid-19 ne leur a été adressé ! [...] » Depuis, lentement, certaines cliniques commencent à être utilisées, avec un retard qui a causé de nombreux morts. A quoi joue le gouvernement ?

4 - LA PRODUCTION DE MASQUES DÉLOCALISÉE

Nous avons une capacité de production de 220 millions de masques par an

Ce n'est plus un secret : la France est en pénurie de masques face à l'épidémie. Pourtant, jusqu'en 2018, une entreprise bretonne pouvait en fabriquer des centaines de millions. Un salarié raconte « Nous avons une capacité de production de 220 millions de masques par an, quatre millions par semaine, en cas de crise ». Lors de l'épidémie de grippe aviaire, l'État s'était engagé à « commander à cette entreprise plusieurs millions de masques chaque année. Et puis il y a eu un désengagement de l'État. La chute des commandes a été catastrophique pour l'usine. » Dès 2011, les plans de licenciement s'enchaînent, le chômage partiel devient la règle. Été 2018, les derniers salariés de l'entreprise sont licenciés pour des motifs « économiques », et la production délocalisée en Tunisie. En septembre 2018, l'usine de Plainel ferme ses portes. Un mois plus tard, les chaînes de production sont détruites. Macron était au pouvoir depuis plus d'un an.

4 - UNE USINE D'OXYGÈNE FERMÉE

Dans le Puy de Dôme, une usine fabriquait des bouteilles d'oxygène médical : l'usine Luxfer. Une production vitale pour les patients en détresse respiratoire. « Nous étions la seule usine d'Europe à en fabriquer, l'Italie en manque, en France, nous n'avons aucune information sur l'état des stocks... mais quand on se rendra compte que nous en manquons, il sera déjà trop tard ! » explique un ancien salarié. L'usine était bénéficiaire, mais les propriétaires ont décidé de la fermer pour faire plus de profits, suite aux ordonnances de 2017 du gouvernement Macron. Des licenciements économiques injustifiés, selon l'inspection du travail. 138 ouvriers laissés sur le carreau. L'usine a fermé ses portes en 2019. Quelques mois plus tard, la pandémie se déclarait. Les anciens salariés demandent la réouverture de l'entreprise. Jeudi 2 avril, le ministre de économie opposait une fin de non-recevoir à la demande de nationalisation de l'entreprise Luxfer

4 - CONFINEMENT ?

Mise bout à bout, cette série de mesures donne le tournis. Incompétence totale ? Volonté de nuire ? Mépris des vies humaines ? Quoiqu'il en soit, cessons de culpabiliser la population, celles et ceux qui questionnent ou contournent ce confinement imposé. Celles et ceux qui aspirent à retrouver un minimum de liberté dans ce climat autoritaire. Si nous sommes assignés à résidence, c'est bien à cause de l'incurie criminelle des gouvernants. A cause de leurs choix. De la destruction du système de santé, de leurs mensonges. Les saboteurs qui sont au pouvoir nous interdisent de nous promener en forêt, de courir, d'aller à la mer, de sortir boire un verre, et même d'enterrer nos proches. Ne l'oublions pas.

(post et visuel de Nantes Révoltée)



Tests, masques, cliniques, oxygène : un gouvernement de saboteurs

NOTE :

Ajoutons que les gouvernements savaient depuis des années que ce type de pandémie viendrait, et ils n'ont même pas suivi leurs propres plans de prévention, préférant continuer la casse et la privatisation des services de santé, [tout en réprimant les soignant.e.s en colère qui manifestaient et alertaient !](#)

Sans parler du fait que [la civilisation capitaliste](#), avec tous les gouvernements, veut à tout prix continuer son oeuvre désastreuse, alors qu'[elle est la cause de la diffusion accrue vers l'homme de ce type de virus, et aussi de sa distribution mondiale accélérée](#) via les transports rapides et la circulation accélérée des humains.

Le plan qui a fini en plan

C'EST FOU comme tout était bien prévu pour faire face à une pandémie... Sur le papier, du moins ! Après l'épidémie de grippe aviaire en Asie, le ministère de la Santé s'était fendu, à la fin de 2004, d'un « plan de lutte contre une pandémie grippale », actualisé en mai 2005 puis en janvier 2007.

Le 20 février 2009, nouvelle version – pondue, cette fois, par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). Les rédacteurs, qui avaient envisagé le cas d'une infection « due à un virus d'origine animale » (p. 37-39), y prodiguaient ces conseils de « réaction rapide » (p. 31).

Ainsi, « dès lors que le démarrage d'une pandémie paraît imminent, des mesures drastiques s'imposent pour freiner sa dynamique ou protéger la population, indépendamment de la présence ou non de cas confirmés sur le territoire national ». Comment savoir qu'un risque est imminent ? Le document détaille les « signes d'alerte ».

Par exemple : « brusque signalement par des sources concordantes, quelque part

dans le monde, d'une extension de grande ampleur de la maladie, avec un grand nombre de cas de syndrome grippal (supérieur à la centaine), avec suspicion d'extension rapide (forte contagiosité), avec une mortalité anormalement élevée et/ou une gravité clinique nécessitant une hospitalisation sensiblement plus fréquente que pour la grippe saisonnière ». Une description qui correspond parfaitement à l'apparition et à la propagation du coronavirus.

Le document indique aussi les mesures à adopter illico : « contrôle aux frontières » et « interruption des arrivées et départs internationaux de passagers, notamment aériens, vecteurs d'importation de l'épidémie ». Pas vraiment ce qui a été appliqué en janvier...

Après l'épisode de la grippe H1N1, ce plan a de nouveau été actualisé en novembre 2011, et plus personne n'a songé à le dépoussiérer depuis. Parmi les « actions permanentes » recommandées dans ce dernier document : « préparation de stocks de masques (Santé, tous ministères, entreprises) ».

Tout est dit...

2 – « Le Canard enchaîné » – mercredi 25 mars 2020

Sur le papier, tout était prévu en France en cas de pandémie... Canard Enchaîné du 25 mars 2020